

Le 16/12/15

Compte rendu du CTL du 16/12 2015

Les représentants du personnel au CTL de la DISI ont décidé de boycotter le CTL « suppressions d'emploi » en 1ère et 2ème convocation.

Vous trouverez joint la déclaration de l'intersyndicale de la DISI qui a été transmise au DISI avec demande de joindre cette déclaration au PV du CTL.

L'hécatombe continue à la DISI avec à nouveau 9 suppressions d'emploi ce qui porte à 46 le nombre d'emplois disparus depuis la création de la DISI.

A cela s'ajoutent les transformations d'emploi qui ont pour conséquence des suppressions d'emploi dans certains sites et pour certaines missions.

Enfin la DISI nous a communiqué les régularisations qui correspondent à un alignement des postes budgétaires sur les mouvements de mutations ou à des réussites à des examens de qualifications professionnels pour des agents exerçant déjà le métier (par exemple réussite à l'examen de PSE pour les B).

Vous trouverez joint les tableaux décrivant les changements des emplois budgétés (les chaises sur lesquelles vous êtes assis(e)s).

Après suppressions d'emploi il restera 10 emplois vacants dans notre DISI

1/ Suppressions au titre du Projet de Loi de Finances 2016

Site	Cadre A	Cadre B	Cadre C	Observations
ESI PART-DIEU			-1 -1	-1 C agent de traitement -1 C PAU RESIDENCE CHAMBERY (73)
DISI			-1	-1 C agent de traitement
ESI MEYZIEU				
ESI LYON LUMIERE			-1 -1	-1 AST SERCO -1 C PAU
ESI DIJON		-1	-2	-1 B PSE -2 C PAU
ESI GRENOBLE		-1		-1B Administratif
TOTAL	0	-2	-7	

2/ Régularisations / Transformations

DISI SIEGE	Transformation C dactylo en C administratif Départ 1 B ADM vers Lyon Lumière Transformation IDIV CN ANALYSTE en IDIV CN ADMINISTRATIF (financement surnombre)
RESIDENCE DE DIJON	Transformation 1 IDIV HC analyste en IDIV HC PSE Arrivée d'un A PSE provenance Lumière (financement Liste d'Aptitude) Arrivée d'un B PAU provenance Lumière (financement Liste

	d'Aptitude)
RESIDENCE DE GRENOBLE	Transformation de deux Idv CN PSE en PSE/CRA
RESIDENCE SIL GRENOBLE	Départ 1 B PAU vers Lyon Lumière Arrivée 1 C PAU de Lyon Lumière
RESIDENCE DE LYON LUMIERE	Arrivée 1 B ADM de DISI Siège Arrivée d'un B PAU provenance SIL GRENOBLE Arrivée d'un C administratif Lyon lumière Départ d'un A PSE vers Dijon (financement Liste d'Aptitude) Départ 1 C PAU vers Grenoble SIL Départ d'un B PAU vers Dijon (financement Liste d'Aptitude) Transformation d'un C PAU en C ADMINISTRATIF Transformation de 2 B programmeur en 2 B PSE Transformation B PAU en B ADMINISTRATIF
RESIDENCE DE LYON PART-DIEU	Transformation d'un B PSE en B PROG Transfert d'un B PAU vers Chambéry (financement Liste d'Aptitude) Transfert d'un C Administratif vers Lyon Lumière
CID EXCENTREE CHAMBERY	Arrivée d'un B PAU de Lyon Part-Dieu (financement Liste d'Aptitude)
RESIDENCE DE MEYZIEU	Transformation de 2 AT en 2 C Administratif

L'administration utilise les emplois vacants pour faire ses suppressions demain elle sera peut être amenée à supprimer des postes occupés par les agents.

Après le repos bien mérité des fêtes de fin d'année, nous appelons les agents à réagir et à manifester par tous les moyens leur mécontentement.

*« A force de tout voir, on finit par tout supporter.
A force de tout supporter, on finit par tout tolérer.
A force de tout tolérer, on finit par tout accepter.
A force de tout accepter, on finit par tout approuver »*

Le Bureau de section vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année



Lyon le 16/12/2015

Liminaire au CTL du 16 décembre 2015

Monsieur le Président,

Les attentats de Paris ont provoqué indignation, tristesse et désarroi en France et au-delà de nos frontières. Nous saluons le courage de toutes les personnes, fonctionnaires, agents des services publics, membres de la sécurité civile qui sont intervenus et ont porté secours. Nous exprimons notre solidarité aux familles et proches des victimes des attentats survenus à Paris ce vendredi 13 novembre.

Nous comprenons que la République se donne les moyens de protéger ses citoyens, mais nous estimons que l'interdiction de manifester suite à la mise en place de l'état d'urgence pour une durée de 3 mois est une grave atteinte à la liberté d'expression.

Le 18 novembre nos organisations appelaient l'ensemble des agents des Finances Publiques à se mettre en grève pour exiger :

- Un moratoire sur les restructurations en cours et de véritables discussions sur le devenir des services,
- Davantage de moyens humains et budgétaires,
- Une véritable reconnaissance de nos qualifications,
- De meilleures conditions de travail.

Ces revendications sont et demeurent plus que jamais légitimes et urgentes à satisfaire.

Les services de l'État, dont la DGFIP, doivent disposer de moyens à la hauteur des enjeux. Ils ne sont plus actuellement en capacité de faire face à l'ensemble de leurs missions.

Compte tenu du contexte actuel et du choc engendré par ces attentats cette journée de grève a été reportée. Nous réaffirmons plus que jamais nos revendications et notre engagement pour un service public, fiscal, économique, financier et foncier de qualité. Renforcer la DGFIP c'est renforcer la République.

Concernant les suppressions d'emplois pour 2016, le couperet est tombé avec l'annonce de 2 548 suppressions d'emplois, dont 9 dans notre DISI. C'est près d'un emploi sur quatre qui aura été supprimé aux Finances Publiques en 15 ans.

A côté de cela, l'absence totale de reconnaissance financière et la baisse des plans de qualification (tableau d'avancement, liste d'aptitude) ne font qu'accroître le sentiment de laisser pour compte pour les agents.

Le 26 novembre dernier, les organisations syndicales représentatives de la DGFIP ont été reçues, à sa demande, par le Directeur général. Cette réunion avait pour objectif de préciser les déclinaisons de l'audience du 24 novembre avec le secrétaire d'État au budget. Le maigre espoir qui s'était dessiné à l'issue de l'audience ministérielle s'est noyé dans l'obstination du Directeur Général.

Au soir de ces deux rendez-vous pas la moindre avancée, des revendications toujours insatisfaites.

Malgré le contexte particulier, les suppressions d'emplois ne sont pas remises en cause, les restructurations se poursuivent, les projets de la DG en matière de règles de gestion sont maintenus, la DG refuse toujours de revenir sur ses décisions en matière d'intéressement collectif, de revaloriser les régimes indemnitaires et le budget de fonctionnement est toujours en baisse...

Nos revendications demeurent plus que jamais urgentes à satisfaire

A la DISI Rhône Alpes Bourgogne ce sont encore 9 emplois qui disparaissent alors que 19 emplois restent vacants. Ce qui porte votre score à 46 depuis l'instauration de la DISI. Monsieur le Directeur, votre « réserve » diminue. Dans le futur allez vous supprimer des postes occupés?

Tout cela est inacceptable alors que dans les services les agents souffrent de l'absence criante d'effectifs et que de nombreuses missions « nouvelles » sont confiées à nos établissements.

A l'ESI Part Dieu et à l'ESI Lyon Lumière vous supprimez des postes de techniciens alors que les services de l'assistance ne peuvent même pas remplir complètement les missions qui leur sont confiées. Ce n'est pas le délestage vers d'autres CID ou SIL qui résoudra durablement les problèmes d'effectifs.

A l'ESI de Dijon c'est aussi le cœur de métier que vous attaquez en supprimant un poste de PSE alors que des missions nouvelles lui sont confiées.

A la DISI siège, vous devancez la mise en place de la centralisation nationale du budget et des RH alors même qu'aucun bilan de l'expérimentation n'ait été communiqué aux agents et à leurs représentants. Allons nous assister à des mutations « recommandées » en 2016?

Le Directeur Général et tous les responsables des directions ne peuvent rester muets devant cette hécatombe alors que les missions de la DGFIP sont indispensables dans un état républicain et encore plus dans la situation actuelle générée par les attentats.

Les élus au CTL de la DISI ne répondront ni à la première ni à la 2ème convocation de ce CTL « suppressions d'emploi ».

Nous appelons les agents à combattre cette politique de destruction des services publics, néfaste pour les citoyens , et qui aggrave le chômage.